



EGALITE PROFESSIONNELLE HOMMES/FEMMES

Le nouveau gouvernement a repris à son compte la politique menée par ses prédécesseurs en matière d'égalité professionnelle Hommes/Femmes.

Elle trouve sa traduction dans une mesure très médiatisée, la place désormais réservée aux femmes dans l'encadrement supérieur.

Lors de la concertation sur l'égalité hommes/femmes dans la fonction publique, FORCE OUVRIERE a exprimé son insatisfaction de voir la seule mesure contraignante appliquée aux plus hauts emplois, qui plus est, à discrétion du gouvernement.

Mettre en place une discrimination positive pour les emplois de directions a-t-il un sens quand rien n'est fait pour les 99 % de femmes restant ? N'oublions pas que les corps (et les catégories de fonctionnaires) où les femmes sont les plus représentées sont les moins bien rémunérés, y compris au niveau de la grille indiciaire.

FORCE OUVRIERE attendait beaucoup plus que des déclarations de bonnes intentions reprises dans les circulaires du 23 août 2012 telles que :

- ➔ se borner à inciter, à mobiliser, et nommer un haut fonctionnaire en charge de l'égalité des droits.
- ➔ prendre en compte l'évaluation et l'impact des projets de textes sur le domaine de l'égalité hommes/femmes.

Dans le même temps, le gouvernement refusait d'admettre la discrimination indirecte dont sont victimes les professions fondamentalement féminines.

A titre d'exemple, l'ancien gouvernement se faisait les gorges chaudes des mesures pour les femmes hauts fonctionnaires, il reclassait les infirmières dans un « petit A ». Le nouveau gouvernement veut-il changer de cap ?

La délégation FO revendique : un meilleur accompagnement familial (places en crèches), une adaptation de la formation continue aux contraintes domestiques, une politique de logement pour diminuer les temps trajet domicile/travail.

Le moins-disant, le moins-coûtant l'ont emporté pour l'instant, malheureusement !

Nous rencontrons aujourd'hui la ministre de la Fonction publique pour la première réunion sur l'agenda social. Celle-ci entend remettre l'égalité professionnelle à l'ordre du jour. Dans le même esprit, ou bien avec la volonté de faire mieux pour les femmes ?...

La Fédération Générale des Fonctionnaires FORCE OUVRIERE reste ferme sur ses revendications.

Elle exige des mesures réelles pour l'amélioration de l'articulation vie privée/vie professionnelle.

Cela passe par des choix immédiats et des résultats concrets.

PARIS, le 4 septembre 2012